



**Convention internationale  
sur la protection des droits  
de tous les travailleurs  
migrants et des membres  
de leur famille**

Distr. générale  
14 septembre 2012

Original: français

---

**Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs  
migrants et des membres de leur famille**

**Dix-septième session**

**Compte rendu analytique de la première partie (publique)\* de la 204<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 10 septembre 2012, à 10 heures

*Président:* M. El Jamri

**Sommaire**

Ouverture de la session

Déclaration liminaire de M<sup>me</sup> Martin (Directrice de la Section des Amériques, Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme)

Adoption de l'ordre du jour

Promotion de la Convention

---

\* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour la seconde partie (privée) de la séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Ouverture de la session**

1. La dix-septième session du Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille est déclarée ouverte.

**Déclaration liminaire de M<sup>me</sup> Martin, Directrice de la Section des Amériques, Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

2. **M<sup>me</sup> Maria Clara Martin** (Directrice de la Section des Amériques, Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) souhaite la bienvenue aux participants, au nom de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.
3. Après avoir rappelé l'importance, pour les Amériques, de la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, elle souligne la précieuse coopération établie entre le Comité des droits des travailleurs migrants et la Section des Amériques du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) qui, avec l'appui des bureaux sur le terrain, veille à la mise en œuvre concrète des recommandations du Comité et à la transmission effective des renseignements dont celui-ci a besoin pour que ses travaux aient des répercussions optimales dans la région.
4. Depuis la session précédente du Comité, la ratification de la Convention par l'Indonésie, au mois d'avril, a porté à 46 le nombre d'États parties à cet instrument, dont plus d'un tiers se trouvent dans la région des Amériques. Seize États ont signé la Convention mais ne l'ont pas encore ratifiée. La ratification universelle des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme demeure l'un des principaux objectifs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, dont l'une des six priorités thématiques concerne la migration. Le HCDH s'efforce d'intégrer les droits des migrants dans l'ensemble du système des Nations Unies et, à cet effet, participera au prochain Forum mondial sur la migration et le développement, qui se tiendra à Maurice en novembre 2012.
5. La Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH est chargée de mettre en œuvre le sous-programme 3 du cadre stratégique du Secrétaire général intitulé «Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège». En tant que division opérationnelle, elle apporte son appui aux présences sur le terrain du HCDH et dirige les concertations et les activités liées aux droits de l'homme à l'échelle nationale, régionale et sous-régionale. Elle a pour objectif de renforcer les mécanismes de protection et la mise en œuvre des normes internationales en matière de droits de l'homme, ainsi que de prévenir et réduire les violations.
6. Par l'intermédiaire de cette Division, le HCDH a établi partout dans le monde des partenariats toujours plus solides avec des intervenants des secteurs du développement, de l'aide humanitaire et de la paix et de la sécurité, en vue de promouvoir et protéger les droits de l'homme et ce dans le respect du droit international. La Division, qui fournit des informations d'ordre stratégique aux hauts fonctionnaires de l'ONU, en particulier la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, s'est fixé comme priorité, notamment, de collaborer avec les organes créés en vertu d'instruments internationaux. Ainsi, les spécialistes de la Division et des bureaux sur le terrain suivent étroitement la mise en œuvre par les États parties concernés des recommandations formulées par ces organes.
7. Dans la région des Amériques, notamment en Amérique centrale et au Mexique, la situation des droits de l'homme des migrants se dégrade, en particulier pour ceux qui sont en situation irrégulière et les membres de leur famille, en raison du regain de violence dû aux groupes criminels organisés. Faute de ressources, la Division se concentre sur les

régions où la situation semble particulièrement difficile et fonde ses activités sur les observations finales du Comité, grâce auxquelles elle est à même d'établir des liens plus étroits avec les organismes de défense des droits des migrants. Ainsi, suite à une recommandation du Comité, le Bureau du HCDH au Mexique a décidé de privilégier la coopération avec l'Institut national de la migration, dont il évalue les programmes de formation du personnel dans le domaine des droits de l'homme au moyen de ses propres indicateurs, ce qui permettra de déterminer dans quelle mesure cette formation se traduit par une amélioration des droits de l'homme des migrants et de leur famille. Grâce à la coopération du Comité, la Division contribue à la protection des défenseurs des droits des migrants, qui sont particulièrement vulnérables dans de nombreux pays.

8. En juin 2012, à l'issue de trois années de consultations avec, entre autres, des experts des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, des États parties, des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et des institutions nationales, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies un rapport sur le renforcement du système des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, dans lequel sont recensées les principales propositions formulées par les différentes parties prenantes.

9. Le Comité des droits des travailleurs migrants a anticipé certaines des propositions de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme en adoptant un calendrier de présentation de rapports, afin que les États parties puissent s'acquitter de leurs obligations en toute égalité, ainsi qu'une liste des points à traiter établie avant la soumission des rapports destinée à simplifier la procédure de soumission. Il est également proposé dans ce rapport de renforcer l'accessibilité au système des organes conventionnels et la visibilité de leurs travaux en diffusant les réunions publiques sur le Web, notamment en harmonisant les méthodes de travail tout en respectant les règles propres à chaque instrument international, y compris en harmonisant les procédures d'adoption des observations générales, et en établissant des normes pour les échanges avec les ONG et autres parties prenantes. Chaque proposition est assortie d'une estimation des coûts y afférents.

10. Lors de la vingt-quatrième réunion des Présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue à Addis-Abeba en juin 2012 et présidée par le Président du Comité des droits des travailleurs migrants, les Présidents ont approuvé les propositions de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et recommandé que tous les organes conventionnels examinent soigneusement les recommandations qui leur sont adressées dans les rapports et les comparent avec leurs méthodes de travail actuelles afin de déterminer les mesures nécessaires à leur mise en œuvre et que, tous les deux ans, chaque organe tienne la réunion des Présidents informée des progrès accomplis. Le secrétariat a également été chargé d'élaborer un rapport de mise en œuvre afin que les présidents puissent contrôler les progrès accomplis et la mise en œuvre des recommandations.

11. À cette occasion, les Présidents ont organisé une vidéoconférence avec les deux cofacilitateurs du processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme, établi par la résolution A/RES/66/254. Pendant cet échange, ils ont insisté sur le fait que les organes conventionnels devaient participer aux débats en qualité d'experts et c'est donc à ce titre que le Président et la Vice-Présidente de la vingt-quatrième réunion ont participé à la réunion informelle sur le processus intergouvernemental qui s'est tenue à New York du 16 au 18 juillet 2012.

12. Lors de la réunion d'Addis-Abeba, les Présidents ont également arrêté des principes directeurs relatifs à l'indépendance et à l'impartialité des membres des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme («Principes directeurs d'Addis-Abeba»), dont ils recommandent vivement l'adoption rapide par les différents organes

conventionnels, notamment en les incorporant de manière appropriée dans leurs règles de procédure. Ces principes directeurs ont été examinés par le Comité des droits de l'homme, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ces deux derniers ayant adopté une résolution à cet égard.

13. Évoquant le processus d'élaboration d'une importante déclaration sur les droits de l'homme des migrants en situation irrégulière actuellement conduit par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Martin assure le Comité de la contribution de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, en particulier les bureaux sur le terrain, à cet important processus, et ce dès que le Comité procédera à des consultations sur la question.

#### **Adoption de l'ordre du jour (CMW/C/17/1)**

14. *L'ordre du jour est adopté.*

#### **Promotion de la Convention**

15. **Le Président** salue le travail important du HCDH dans les domaines de la migration et du renforcement des capacités des organes conventionnels et indique que le Comité a déjà amorcé la mise en œuvre de certaines des recommandations de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme concernant les organes conventionnels. Le prochain Forum mondial sur la migration et le développement se tiendra à Maurice en novembre 2012 et un débat de haut niveau sera organisé en 2013. Lors de ce Forum, le Comité et ses partenaires, en particulier les organisations de la société civile et les institutions des Nations Unies, auront un rôle important à jouer afin de faire en sorte que le droit soit l'un des grands axes de toute politique migratoire, à l'échelle locale, régionale ou internationale.

16. Le fait que le Comité préside la Réunion des Présidents pendant une année lui permet de jouer un rôle particulièrement actif auprès de tous ses partenaires. Cette présidence lui a permis de tenir des consultations avec les 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies sur le renforcement des capacités des organes conventionnels. Organisée en dehors de Genève en vertu de la décision de décentraliser une réunion sur deux, la réunion d'Addis-Abeba a permis aux Présidents d'examiner le rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, mais aussi de rencontrer les intervenants régionaux et d'évaluer ainsi directement l'impact des recommandations des organes conventionnels. Un protocole de coopération a été établi avec des organes régionaux et un secrétariat commun des organes conventionnels a été créé. À l'échelle de l'Afrique, il s'agira du secrétariat de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. L'objectif est de poursuivre la collaboration et de trouver des outils communs permettant de donner plus de poids aux recommandations des organes conventionnels.

17. **M. Carrión Mena** explique avoir participé, en sa qualité de professeur et de coordonnateur des questions universitaires internationales à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), à plusieurs conférences, séminaires et réunions universitaires, notamment en Équateur et au Mexique, au cours desquels il a présenté les travaux du Comité et contribué à diffuser les valeurs et principes consacrés par la Convention.

18. **M. Plaetevoet** (December 18) suggère au Comité de faire valoir son travail auprès de la société civile et des différents acteurs intéressés à l'occasion du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention, en 2013, et du dixième anniversaire de l'entrée en fonctions du Comité, en 2014. Cette démarche pourrait s'inscrire dans le cadre d'une feuille de route de l'ONU sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, dont la première partie serait consacrée à la Convention et au travail du Comité. M. Plaetevoet préconise la mise en place, en 2013 et avec la collaboration du

Comité, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, d'un instrument électronique interactif permettant de consulter des documents audio et vidéo dans lesquels les membres du Comité, d'organismes publics, d'organisations de la société civile et d'organisations internationales expliqueraient leur travail, les bonnes pratiques existantes, les résultats obtenus et les difficultés rencontrées. À cela pourraient s'ajouter des études de cas, par exemple sur le Mexique et les Philippines.

19. En dix ans, le Comité a accompli un cycle complet puisqu'il a déjà entamé l'examen du deuxième rapport périodique de certains États parties. Il est donc temps d'actualiser les informations mises à la disposition des organisations non gouvernementales avant même la création du Comité. M. Plaetevoet souhaiterait que cette action associe l'ensemble des organes conventionnels concernés par la question de la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que l'Examen périodique universel et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, et il espère que la barre des cinquante États parties sera atteinte en 2014.

20. **Le Président** dit que le Comité soutient ce genre d'initiative.

21. **M. Kariyawasam** rappelle que les premiers efforts du Comité ont consisté à intégrer la Convention au système des organes conventionnels et qu'en 2004, ses membres avaient un grand défi à relever, avec peu de moyens et peu d'expérience pour la plupart. Dix ans plus tard, bien que la Haut-Commissaire ait fait de la migration l'un des six domaines d'action prioritaires du HCDH, les ressources allouées à l'action en faveur de la ratification de la Convention et à son intégration au système des organes conventionnels demeurent insuffisantes. Il faut trouver le moyen de faire connaître la Convention, même si les pays donateurs n'y affectent pas suffisamment de ressources. La présente session devrait être l'occasion, pour le Comité, de réfléchir à la façon d'améliorer sa coopération avec le HCDH et la communauté des ONG afin que 2014 permette de mobiliser l'opinion publique et d'exercer une certaine pression sur les États qui ne sont pas encore parties à la Convention. Le Comité soutient toute initiative permettant d'augmenter le nombre de ratifications car son travail s'en trouvera renforcé.

22. **Le Président** explique qu'au cours de la présente session, le Comité va tenir sa première réunion avec des représentants de la Confédération syndicale internationale pour donner suite à l'accord de principe conclu en 2011 sur l'établissement d'une plate-forme syndicale accompagnant les travaux du Comité, à l'image de la plate-forme des ONG qui existe depuis 2003. Cette réunion portera surtout sur la situation des travailleurs migrants au Qatar, dans l'optique de la Coupe du monde de football de 2022.

23. **M<sup>me</sup> Martín** (Directrice de la Section des Amériques, Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, HCDH) approuve l'idée d'une feuille de route et propose de communiquer au Comité les informations dont sa division dispose. Évoquant le lien entre la criminalité organisée et la migration, qui rend nécessaire une protection spéciale des migrants, en particulier en Amérique, elle rappelle que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme défend régulièrement les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière, notamment au Mexique.

24. **M. David** (Chef de la Section du renforcement des capacités et de l'harmonisation, Division des traités relatifs aux droits de l'homme, HCDH) précise que, depuis plusieurs années, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, et en particulier la Division des traités, n'accepte pas que les fonds extrabudgétaires soient préalablement assignés et que les États Membres ne peuvent qu'émettre une préférence quant à l'affectation des fonds qu'ils allouent, ce qui représente le tiers des crédits de fonctionnement des organes conventionnels, équitablement répartis entre les 10 organes conventionnels. La promotion de la Convention passe par le financement des présences du HCDH sur le terrain: les traités sont promus au niveau national dans les pays qui ne les ont pas ratifiés.

25. **M. Núñez Melgar Maguiña** demande s'il est possible d'envisager qu'un membre du Comité participe au processus de préparation des différents forums consultatifs mondiaux sur la migration, et aux réunions régionales sur la question, car cela permettrait de promouvoir la Convention et sa ratification.

26. **M. Taghizade** souhaiterait porter devant l'Assemblée générale la question de la non-ratification de la Convention par les principaux États donateurs et analyser les raisons de leurs réticences. Étudier l'importance de la corruption et de l'emploi des travailleurs migrants dans le secteur informel pourrait permettre de déterminer les problèmes rencontrés par les migrants et de comprendre les intérêts économiques des États qui n'ont pas signé la Convention. La défense des enfants et des femmes migrants passe par l'application des dispositions de la Convention.

27. Au début des travaux du Comité, les membres prédisaient que la mondialisation allait accroître le phénomène migratoire. On constate aujourd'hui que la multiplication des zones instables entraîne une hausse du nombre de travailleurs migrants vulnérables, ce qui fait craindre une augmentation des actes de cruauté et de violences envers eux. Étant donné qu'il est fort probable que les flux migratoires s'accroissent au cours de la prochaine décennie du fait des problèmes économiques ou environnementaux notamment, il convient d'étudier la situation et d'établir des prévisions.

28. **Le Président** passe en revue les prochains grands événements relatifs à la migration dans le monde: le Forum de la société civile africaine sur la migration, le développement et les droits de l'homme, qui se tiendra à Accra, les 12 et 13 septembre 2012, auquel il participera par visioconférence; la présentation, le 25 octobre 2012, du rapport annuel du Comité à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, à l'occasion de laquelle se déroulera en parallèle un événement sur les droits de l'homme des migrants au passage des frontières, auquel il participera aux côtés de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants et du Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme; le Forum global sur la migration et le développement, à Maurice, en novembre 2012, consacré à l'évaluation des Forums globaux sur la migration et le développement tenus depuis 2006 et aux orientations à donner à la question migratoire à l'ONU; enfin, toujours en novembre 2012, le Forum asiatique sur les migrations, à Manille. Le Président rappelle que le Comité des droits de l'enfant consacrera, à sa soixante et unième session, une journée de débat général à la question des droits des enfants dans le contexte des migrations internationales, à laquelle participera M. Sevim.

*La première partie (publique) de la séance prend fin à 11 h 10.*